

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WEEECYCLING

13 Route des Ifs
76400 Tourville-Les-Ifs

Références : 20260130_Weeecycling_VI_Retentions
Code AIOT : 0003901259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 30 janvier 2026 s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale, actuellement en cours. A cette occasion, un contrôle par sondage des installations d'affinage chimique a été réalisé. Il a porté sur la prise en compte des incompatibilités chimiques et les rétentions associées aux installations et stockages.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING
- 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs
- Code AIOT : 0003901259

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques et autres déchets métalliques autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à pratiquer des opérations de tri, dépollution, traitement mécanique, thermique et chimique de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de prévention des pollutions – Affinage chimique	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de prévention des pollutions - stockage de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.5.1	Sans objet
5	Rétentions, régulation thermique et épuration	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts réglementaires ont été constatés lors de la visite du 30 janvier 2026. En particulier, les ateliers accueillant les activités d'affinage chimiques ne sont pas sur rétention. L'exploitant s'est engagé à mettre en conformité le site, une commande de travaux ayant été fournie à l'appui. L'inspection demande à WEECYCLING de réaliser les travaux dans un délai d'un mois. A défaut, une mise en demeure sera proposée.

Par ailleurs, des problématiques d'étiquetage des produits et des risques d'incompatibilités ont été relevés. WEECYCLING s'engage sous 3 mois à :

- travailler sur la question des incompatibilités chimiques à l'échelle du site. Des bonnes pratiques seront définies et mises en œuvre ;
- réviser l'étiquetage des produits et substances présents sur le site ;
- sensibiliser et informer le personnel sur les risques chimiques et les incompatibilités potentielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de prévention des pollutions – Affinage chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Cette activité d'affinage chimique se déroule exclusivement dans le bâtiment de traitement de surfaces chimie à l'abri des intempéries, le sol du bâtiment fonderie est en béton et forme rétention (isolée des autres locaux).

Les mesures de prévention et de protection qui sont prises sont les suivantes :

Le bâtiment est divisé en trois zones indépendantes avec des rétentions séparées afin d'éviter toute réaction chimique en cas de mélanges de produits incompatibles.

Les volumes de rétention pour les différents locaux sont les suivants :

Local	Produit	Volume de rétention
Chimie 1	Acide	81,9 m ³
Chimie 2	Acide	81,9 m ³
Transformation base	Base	9 m ³

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection constate :

- que les activités d'affinage chimique se déroulent dans le bâtiment D, à l'abri des intempéries ;
- que le sol béton du bâtiment D est couvert d'un revêtement étanche (résine) ;
- que le local Chimie 1 n'est pas en phase de production au jour de la visite ;
- que les locaux Chimie 1, Chimie 2 et Transformation base (ou local cyanure ne font pas rétention, du fait de l'absence de dénivelés au niveau des portes ;
- que des rétentions mobiles sont présentes sous certains contenants de produits

chimiques. Au demeurant, les stockages de produits ne sont pas tous sous rétention mobiles. Le point de contrôle n°4 complète les problématiques rencontrées en matière de rétentions mobiles.

Par conséquent, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 7.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13 octobre 2023.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à réaliser rapidement des travaux de mise en conformité. Par courriel en date du 3 février 2026, il a transmis à l'inspection une proposition de solutions techniques.

Après examen de cette proposition, l'inspection a informé l'exploitant par courriel en date du 10 février 2026 que la solution envisagée est considérée comme une solution temporaire, jusqu'à la mise en œuvre du projet d'agrandissement du bâtiment D dans sa nouvelle configuration.

Dès leur mise en place, les barrières au droit des différentes portes doivent être fermées en tout temps. Leur ouverture doit être ponctuelle pour permettre le passage de chariot. L'utilisation de rétentions spécifiques mobiles demeure nécessaire afin de tenir compte des éventuelles incompatibilités des produits mis en œuvre dans ces locaux.

Par courriel en date du 12 février 2026, l'exploitant a communiqué à l'inspection la commande correspondant à la réalisation des travaux de mise sous rétention des locaux Chimie 1, Chimie 2 et Transformation base. Les travaux comprennent d'une part l'application d'une résine étanche au sol et d'autre part la mise en place de barrières de rétention au niveau des différentes portes.

Une procédure de mise en place des barrières de rétention a également été établie et transmise. Cette procédure précise notamment qu'en condition normale de fonctionnement, les barrières sont maintenues fermées et leur ouverture est couplée à la porte sectionnelle par un bouton unique. En situation accidentelle, l'ouverture de la barrière ne sera plus couplée à l'ouverture de la porte sectionnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à WEEECYCLING de réaliser les travaux de mise en conformité sous un délai d'un mois. Le cas échéant, des rétentions mobiles complémentaires doivent être mises en place afin de prendre en compte les incompatibilités chimiques. A défaut, une mise en demeure sera proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de prévention des pollutions - stockage de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Les produits chimiques utilisés sur le site sont stockés dans différentes zones en extérieur :

- [...]

- Stockage extérieur d'acide nitrique et acide sulfurique : stockage en cuves double peau respectivement de 25 m³ et 17 m³ installées sur dalle béton. Elles sont équipées de détection de niveau pour éviter un débordement lors de la phase de dépotage.
- [...]

[...]

Des kits anti-pollution sont présents à proximité des stockages permettant la récupération des produits épandus et, si nécessaire, l'obturation du réseau d'eaux pluviales.

Constats :

Les cuves d'acide nitrique et d'acide sulfurique sont situées en extérieur au niveau de l'atelier D et placées sur une dalle béton. Les cuves sont doubles peau et équipées d'une détection de niveau. Au jour de la visite, ces deux cuves sont installées mais ne sont pas encore en service (cuves vides). Comme l'illustre les photos ci-jointes, un kit anti-pollution est présent au niveau des cuves.

L'inspection constate que les cuves d'acide nitrique et d'acide sulfurique sont mitoyennes d'un axe de circulation du site. Par conséquent, il existe un risque de choc et de collision accidentels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à WEEECYCLING de prendre en compte le risque de choc et de collision accidentels dans l'étude de dangers du site, notamment dans le dossier d'autorisation environnementale actuellement en cours d'instruction. Un scénario de fuite suite à une collision doit être étudié en prenant en considération l'agencement des lieux pour déterminer la zone d'épandage de produits.

Par ailleurs, des barrières de protection doivent être mises en place avant la mise en exploitation des deux cuves.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des substances

Prescription contrôlée :

[...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a noté la présence d'étiquettes sur les différents réservoirs. Toutefois, les problématiques suivantes ont été constatées :

- les IBC sont nettoyés et réutilisés. Par contre, les étiquetages précédents ne sont pas toujours retirés. Par conséquent, cette pratique peut être source d'erreurs avec le risque de procéder à des mélanges incompatibles ;

- la dénomination des produits contenus n'est pas toujours explicite ;
- le caractère acide ou basique des produits n'est pas facilement identifiable, ce qui pourrait conduire à des mélanges incompatibles ou à la mise sous rétention mobile de produits incompatibles.

A titre d'exemple, au niveau du local de transformation base, l'inspection note :

- la présence d'un IBC de solution cyanure. Cette appellation peut laisser présager que l'IBC contient une solution concentrée de cyanure alors que par ailleurs il est indiqué que la matière est un jus de rinçage de l'unité Dédore, ce qui laisse présager une solution faiblement concentrée ;
- la présence d'un IBC d'eau de tour de lavage, qui contient de l'hydroxyde de sodium : ni la concentration en hydroxyde de sodium, ni le pH de la solution ne sont précisés.

Ces deux IBC sont placés sur la même rétention mobile. L'inspection a questionné l'exploitant sur les incompatibilités éventuelles de ces deux produits. Aucune réponse claire n'a été fournie.

Le plan d'actions transmis à l'inspection par courriel du 12 février 2026 inclut une évaluation des risques chimiques et la mise en place d'un étiquetage adapté. Une action de sensibilisation et d'information du personnel aux risques chimiques et les incompatibilités potentielles est également prévue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à WEECYCLING sous un délai de 3 mois :

- de procéder à une identification claire des substances ou mélanges contenus dans chaque cuve, fûts réservoirs et autres emballages et s'il y a lieu des symboles de dangers nécessaires ;
- de veiller, le cas échéant, au retrait des étiquetages précédents.

Par ailleurs, l'inspection invite l'exploitant à ce que le système d'étiquetage mis en place lui permette :

- de distinguer facilement les produits acides et les produits basiques (par exemple : un code couleur sur l'étiquette) ;
- d'identifier les produits incompatibles entre eux pour éviter de les placer sur une même rétention mobile.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et rétention

Prescription contrôlée :

I. Dispositions générales

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

II. Cuves et chaînes de traitement

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°1, les locaux Chimie 1, Chimie 2 et Transformation base ne font pas rétention.

Des rétentions mobiles sont mises en œuvre. Au demeurant, elles ne couvrent pas tous les stockages ni toutes les cuves de traitement.

Par conséquent, les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 rappelées ci-dessus ne sont pas respectées.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a constaté :

- l'absence de rétention au niveau d'un GRV dans le local de transformation base (local cyanure). Une rétention mobile a été mise en place immédiatement à la demande de l'inspection ;
- un stockage positionné à cheval sur 2 rétentions mobiles, le produit contenu étant incompatible avec les produits stockés sur les deux rétentions concernées. Une action corrective a été immédiatement réalisée à la demande de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme pour le point de contrôle n°1, l'inspection demande à WEEECYCLING de réaliser les travaux de mise en conformité sous un délai d'un mois. Le cas échéant, des rétentions mobiles complémentaires doivent être mises afin de prendre en compte, les incompatibilités chimiques. A défaut, une mise en demeure sera proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rétentions, régulation thermique et épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions, régulation thermique et épuration

Prescription contrôlée :

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.

Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de

l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.

La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés cyanurés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.

Constats :

Concernant la prise en compte des incompatibilités chimiques et le cas particulier des bains cyanurés, l'inspection rappelle à WEEECYCLING que ses installations doivent respecter les dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, rappelées ci-avant.

Le plan d'actions transmis à l'inspection par courriel du 12 février 2026 inclut une évaluation des risques chimiques ainsi que la vérification des rétentions afin de prendre en compte le cas échéant les incompatibilités chimiques. Une action de sensibilisation et d'information du personnel aux risques chimiques et les incompatibilités potentielles est également prévue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à WEEECYCLING de prendre en compte les présentes dispositions et de compléter le cas échéant son plan d'action en ce qui concerne les rétentions et les incompatibilités chimiques.

WEEECYCLING tient l'inspection informée de l'avancement de son plan d'actions et tient à sa disposition l'ensemble des documents justifiant de la bonne mise en œuvre de son plan d'actions.

Type de suites proposées : Sans suite